

contribué à l'expansion de notre grand pays. La critique est à la mode aujourd'hui. Il est bien rare qu'un journal ou qu'un spectacle de télévision ne contienne pas quelque critique de nos institutions nationales, mais notre régime bancaire a jusqu'ici passablement échappé à ces critiques, ce qui veut dire, par conséquent, que la population dans l'ensemble doit l'accepter et l'approuver. Il n'y a pas beaucoup de choses au sujet desquelles on trouve à redire dans notre régime bancaire et il serait vraiment regrettable que notre honorable assemblée fasse quoi que ce soit qui puisse nuire à la stabilité d'un régime bancaire dont les Canadiens doivent être fiers.

Honorables sénateurs, j'ose croire que le bill sera déféré au comité des banques et du commerce et, comme l'a dit le sénateur McCutcheon, qu'il y demeurera tant que nous n'aurons pas eu l'occasion de prendre connaissance du rapport de la commission royale sur les banques et les finances.

L'honorable David A. Croll: Honorables sénateurs, je ne vais pas faire l'éloge de notre système bancaire, ni dire quoi que ce soit de nature à lui faire perdre l'équilibre, sauf que je détiens des valeurs bancaires; ce qui indique je pense, que j'ai confiance en ce régime. D'autre part, je sais que les banques détiennent un monopole dans notre pays, et je m'oppose aux monopoles. Je crois au régime de la libre entreprise, je crois que la concurrence est saine, qu'il s'agisse du commerce ou de la finance. C'est une des raisons pour lesquelles j'appuie le bill, mais ce n'est pas l'unique raison; je l'appuie parce qu'il reconnaît le Canada dans son entier; je m'expliquerai là-dessus dans quelques minutes. Je sais qu'il y a des demandes dans l'air, mais je ne tenterai pas d'en discuter pour l'instant.

Quand j'ai entendu parler de cette demande, j'ai demandé à voir la pétition que j'ai lue avec attention après l'avoir reçue. J'ai tenté d'obtenir les autres pétitions, mais elles n'ont pas encore été inscrites. Après avoir lu cette pétition et le bill lorsqu'il a été présenté ici, j'en suis venu à une conclusion pour les raisons que je vais indiquer. Le 25 mai 1961, en cette enceinte, lors de la troisième lecture du bill concernant la *Canada Permanent Trust Company*—c'était avant que soit entamé le grand dialogue sur le bilinguisme et le biculturalisme—j'avais préparé, selon la meilleure tradition de l'art oratoire, et les conseils du sénateur O'Leary (Carleton) un discours modéré et raisonnable. J'avais rappelé en termes mesurés et énergiques que les banques, les compagnies d'assurance, les sociétés de prêts hypothécaires et les sociétés de fiducie avaient négligé de nommer un nombre suffisant de

personnes qui n'étaient pas d'origine anglo-saxonne à titre d'administrateurs ou aux postes élevés de leur administration. Je ne crois pas que personne ait porté attention à mes paroles. Certes je ne crois pas que ce bill ait été présenté par suite de ce que j'ai dit, mais les gens sont peut-être plus attentifs et certains indices d'évolution se manifestent au pays.

J'ai examiné la pétition avec soin et j'ai pris connaissance du bill. Je conviens avec le sénateur McCutcheon que ce n'est pas là une affaire courante ou une simple formalité. Ce que j'ai vu et lu, m'a plu. Les noms, dans la pétition, m'ont charmé, car ils étaient l'image du Canada que j'ai toujours souhaité. Car c'est là la première faille dans le «rideau du dollar» de notre pays. Ils ne sont pas venus avec simplement 10 millions de dollars, aussi important que cela soit, mais ils sont venus ici avec des gens représentant une vaste tranche typique de Canadiens. Ils nous demandent maintenant de leur accorder une charte fédérale pour une banque du peuple. Le sénateur McCutcheon a dit que l'argent ne suffisait pas. J'en conviens, comme tous les honorables sénateurs, j'en suis sûr. L'argent est important et est essentiel. Mais il est inutile de parler d'argent à Ottawa, car dans certaines circonstances, on n'arrive pas à faire don d'un demi-million dans cette ville.

Les parrains du bill comprennent le sens du Canada; ils connaissent l'esprit de notre époque, l'histoire de notre pays tout autant que ses travers et ils orientent cette banque, dont ils proposent la création, dans la bonne direction, c'est-à-dire où elle est le plus utile.

L'histoire de cette contrée leur est certes familière. L'Ouest a été mis en valeur dans une large mesure par les immigrants qui vinrent ici entre 1908 et 1913, au rythme d'un millier par jour.

L'honorable M. Thorvaldson: Et ceux qui sont venus plus tôt?

L'honorable M. Croll: Je ne crois pas qu'ils vinrent en aussi grand nombre.

L'honorable M. Thorvaldson: Ils vinrent très nombreux.

L'honorable M. Croll: Certains restèrent dans l'Est, mais la plupart poussèrent vers l'Ouest. Et ils furent laissés à eux-mêmes; c'est le mot qu'il faut employer. Il n'y avait pas de pensions de vieillesse, pas de bureaux de secours, d'allocations familiales ni d'autres mesures d'assistance sociale qui les attendaient.

L'honorable M. Horner: C'est pourquoi ils ont si bien réussi.